

## FORMULAIRE DE DÉCLARATION RELATIVE AUX ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES (AVANT L'EMBAUCHE)

Quelques directives pour vous aider à compléter le formulaire.

Les dispositions législatives relatives aux antécédents judiciaires prévues dans la *Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé (intégrées dans ces lois par le chapitre 16 des Lois du Québec de 2005)* visent les antécédents judiciaires suivants :

- Une déclaration de culpabilité pour une infraction criminelle ou pénale commise au Canada ou à l'étranger, sauf si un pardon a été obtenu pour cette infraction;
- Une accusation encore pendante pour une infraction criminelle ou pénale commise au Canada ou à l'étranger;
- Une ordonnance judiciaire qui subsiste contre une personne au Canada ou à l'étranger.

### QUELQUES DÉFINITIONS ET RENSEIGNEMENTS UTILES

#### Infraction criminelle

Infraction créée par le législateur fédéral pour sanctionner les conduites les plus graves qui portent atteinte aux valeurs fondamentales de la société. Voici des exemples de lois de nature criminelle qui prévoient de telles infractions : le *Code criminel* et la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*.

#### Infraction pénale

Infraction créée par le législateur fédéral ou provincial pour sanctionner un comportement qui contrevient au bien-être public. Par exemple, la *Loi sur l'assurance-emploi* ainsi que la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* comprennent des infractions pénales créées par le législateur fédéral; le *Code de la sécurité routière* ainsi que la *Loi sur la protection de la jeunesse* comprennent des infractions pénales créées par le législateur provincial. Ce type d'infraction peut également résulter de l'exercice des pouvoirs attribués aux autorités municipales, par exemple une infraction prévue dans un règlement municipal.

#### Accusation encore pendante

Accusation portée devant une instance judiciaire ou administrative qui n'a pas encore rendu sa décision.

#### Ordonnance judiciaire

Décision d'un juge qui enjoint à une personne de respecter certaines conditions. Il peut s'agir d'un engagement en vertu de l'article 810 et suivants du *Code criminel*, d'une ordonnance de probation, d'une ordonnance d'interdiction de conduire, d'une ordonnance d'interdiction de posséder des armes à feu, d'une ordonnance d'interdiction d'entrer en contact avec des personnes âgées de moins de 14 ans ou de se trouver dans un endroit susceptible de les

rencontrer. Il est à noter que cette liste n'est toutefois pas limitative. Au sens du *Code criminel*, l'absolution est considérée comme une ordonnance judiciaire.

#### Déclaration de culpabilité pour une infraction ayant fait l'objet d'un pardon

Il n'est pas requis de faire mention d'un antécédent judiciaire pour lequel un pardon a été accordé. Toute personne désirant obtenir des renseignements relatifs à la demande de pardon peut consulter le site de la Commission nationale des libérations conditionnelles, à l'adresse suivante : [www.npb-cnlc.qc.ca](http://www.npb-cnlc.qc.ca).

#### Autres renseignements utiles

La *Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé*, qui prévoit notamment l'obligation de produire la présente déclaration, peut être consultée sur le site des Publications du Québec, à l'adresse suivante : [www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca](http://www.publicationsduquebec.gouv.qc.ca).

**Pour toute information additionnelle**  
Centre de services scolaire des Laurentides  
Service des ressources humaines  
13, rue St-Antoine  
Sainte-Agathe-des-Monts (Qc) J8C 2C3  
Tél. : 819-326-0333 poste 20390  
[emploi@cslaurentides.qc.ca](mailto:emploi@cslaurentides.qc.ca)

## DÉCLARATION RELATIVE AUX ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES (AVANT L'EMBAUCHE)

VEUILLEZ REMPLIR CETTE DÉCLARATION  
VOTRE SIGNATURE EST REQUISE À LA DERNIÈRE PAGE

**\*\* JOINDRE LA PHOTOCOPIE DE VOTRE PERMIS DE CONDUIRE SVP \*\***

Nom du demandeur :

Fonction postulée ou occupée :

Établissement, centre ou service :

Date d'entrée en fonction :

**Employé      Bénévole      Stagiaire      Candidat      Autre :**

### SECTION 1 RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

NOM DE FAMILLE (SI VOUS PORTEZ PLUS D'UN NOM DE FAMILLE, VEUILLEZ INSCRIRE VOS NOMS DANS LEUR ORDRE USUEL)		
PRÉNOM (1)		PRÉNOM (2) si applicable
DATE DE NAISSANCE	SEXE Masculin      Féminin	NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
ADRESSE ACTUELLE (N <sup>o</sup> , RUE, APP.)		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL
ADRESSE PRÉCÉDENTE (N <sup>o</sup> , RUE, APP.) (SI VOUS DEMEUREZ À L'ADRESSE ACTUELLE DEPUIS MOINS DE CINQ ANS)		
VILLE	PROVINCE	CODE POSTAL

Cochez les cases appropriées dans chacune des sections qui suivent. *Si vous manquez d'espace pour inscrire tous les renseignements demandés, veuillez poursuivre sur une feuille distincte.*

## SECTION 2 DÉCLARATIONS DE CULPABILITÉ

### A – INFRACTIONS CRIMINELLES

**Je n'ai pas été déclaré coupable** d'une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger ou, si j'ai été déclaré coupable d'une telle infraction, j'en ai obtenu le pardon.

**J'ai été déclaré coupable**, au Canada ou à l'étranger, de l'infraction ou des infractions criminelles suivantes :

Nature de l'infraction	Date	Lieu du tribunal

### B – INFRACTIONS PÉNALES

**Je n'ai pas été déclaré coupable** d'une infraction pénale au Canada ou à l'étranger ou, si j'ai été déclaré coupable d'une telle infraction, j'en ai obtenu le pardon.

**J'ai été déclaré coupable**, au Canada ou à l'étranger, de l'infraction ou des infractions pénales suivantes :

Nature de l'infraction	Date	Lieu de l'infraction et, le cas échéant, du tribunal

## SECTION 3 ACCUSATIONS ENCORE PENDANTES

### A – INFRACTIONS CRIMINELLES

**Je ne fais pas** l'objet d'une accusation encore pendante pour une infraction criminelle au Canada ou à l'étranger.

**Je fais** l'objet d'une ou de plusieurs accusations encore pendantes, au Canada ou à l'étranger, pour l'infraction ou les infractions criminelles suivantes :

Nature de l'infraction	Date	Lieu du tribunal

### B – INFRACTIONS PÉNALES

**Je ne fais pas** l'objet d'une accusation encore pendante pour une infraction pénale au Canada ou à l'étranger.

**Je fais** l'objet d'une ou de plusieurs accusations encore pendantes, au Canada ou à l'étranger, pour l'infraction ou les infractions pénales suivantes :

Nature de l'infraction	Date	Lieu de l'infraction et, le cas échéant, du tribunal

## SECTION 4 ORDONNANCES JUDICIAIRES

**Je ne fais pas** l'objet d'une ordonnance judiciaire qui subsiste contre moi, au Canada ou à l'étranger.

**Je fais** l'objet d'une ou de plusieurs ordonnances judiciaires qui subsistent contre moi, au Canada ou à l'étranger, à savoir :

Nature de l'infraction	Date	Lieu de l'ordonnance

### La Loi sur l'instruction publique prévoit :

- Que la présente formule de déclaration doit être transmise au Centre de services scolaire;
- Que toute personne œuvrant auprès d'élèves mineurs ou étant régulièrement en contact avec eux doit, dans les 10 jours de celui où elle en est elle-même informée, déclarer au Centre de services scolaire tout changement relatif à ses antécédents judiciaires, qu'elle ait ou non déjà fourni une déclaration qui porte sur ses antécédents judiciaires;
- Que le titulaire d'une autorisation d'enseigner doit, dans les 10 jours de celui où il en est lui-même informé, déclarer au ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport tout changement relatif à ses antécédents judiciaires, qu'il ait ou non déjà fourni une déclaration qui porte sur ses antécédents judiciaires;
- Que le Centre de services scolaire doit informer le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport de chacun des cas où elle conclut à l'existence d'un lien entre les antécédents judiciaires d'un titulaire d'une autorisation d'enseigner et les fonctions qui lui sont confiées ou qui sont susceptibles de lui être confiées au sein du Centre de services scolaire;
- Que le Centre de services scolaire doit faire vérifier cette déclaration, notamment par un corps de police du Québec, et, à cette fin, communiquer et recevoir tout renseignement nécessaire à la vérification de cette déclaration.

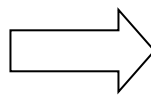
### AVIS

- **Tout formulaire de déclaration sera considéré comme incomplet et sera retourné à l'expéditeur dans les cas suivants : formulaire non signé ou absence de réponse à une ou plusieurs questions.**
- **Toute fausse déclaration entraînera le rejet d'une candidature.**
- **Tous les antécédents judiciaires doivent être déclarés. Toutefois, seuls les antécédents judiciaires qui, de l'avis du Centre de services scolaire, ont un lien avec les fonctions seront considérés.**
- **La confirmation d'emploi sera conditionnelle à ce que le résultat de la vérification émise par le corps de police soit exempt d'antécédents judiciaires en lien avec les fonctions qui sont susceptibles d'être confiées.**

### Aux fins expresses des présentes

1. Je permets au Centre de services scolaire des Laurentides de vérifier ou de faire vérifier par un corps policier les renseignements inscrits dans cette déclaration afin de s'assurer qu'ils sont exacts et complets.
2. Je consens à ce que le corps policier transmette les renseignements ainsi obtenus au Centre de services scolaire.
3. J'autorise le Centre de services scolaire à recevoir tous renseignements nécessaires à l'atteinte des buts visés par la Loi sur l'instruction publique et comprends ceux-ci ne seront recueillis et utilisés que pour ces seules fins.
4. Si je suis, titulaire d'une autorisation d'enseigner, je consens à ce que le Centre de services scolaire informe le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport advenant le cas où un lien était conclu entre mes antécédents judiciaires et les fonctions qui me sont confiées ou seraient susceptibles de m'être confiées au sein du Centre de services scolaire.
5. **Je m'engage à transmettre à la direction du Service des ressources humaines du Centre de services scolaire (ou à ma direction d'unité administrative si je suis une personne stagiaire ou bénévole) une nouvelle déclaration faisant état de tout changement relatif à mes antécédents judiciaires dans les 10 jours où j'en suis informé, et ce malgré la production de la présente déclaration. Si je suis titulaire d'une autorisation d'enseigner, je m'engage également à en informer le ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport à l'intérieur du même délai.**
6. Je reconnais que mon lien avec le Centre de services scolaire est conditionnel à la vérification de mes antécédents judiciaires tels que définis à la présente.
7. Je comprends que toute fausse déclaration peut entraîner le rejet de ma candidature ou me rendre sujet à des mesures administratives et (ou) disciplinaires incluant mon renvoi.

<b>IMPORTANT</b>
Afin de faciliter la recherche d'antécédent judiciaire, la Sureté du Québec exige de joindre une photocopie de votre permis de conduire ou de votre carte d'assurance maladie avec le présent formulaire.



<b>À L'USAGE DU SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES ACCUSÉ DE RÉCEPTION</b>
Informations validées <input checked="" type="checkbox"/>
Signature
Date

Je certifie que les renseignements fournis dans cette déclaration sont exacts et complets

Signature

Date

Veuillez retourner ce formulaire à [emploi@cslaurentides.qc.ca](mailto:emploi@cslaurentides.qc.ca) au service des ressources humaines.